

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LES PRIMES DE L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX DES FONCTIONNAIRES

[Traduction]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une autre question au président du Conseil privé. J'aimerais à nouveau mettre à l'épreuve son optimisme. Dirait-il si l'on prendra et annoncera bientôt une décision relative à la participation du gouvernement fédéral aux primes de l'assurance frais médicaux qu'acquittent ses employés et ses retraités étant donné le coût énorme de ces primes dans certaines provinces, en particulier ici en Ontario?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Au sens chronologique, je suis beaucoup plus optimiste.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES RÉGIONS DÉSIGNÉES DE LA SASKATCHEWAN

M. John Burton (Regina-Est): Une question au ministre de l'Expansion économique régionale, monsieur l'Orateur. L'année dernière, la Saskatchewan a perdu 6,000 habitants, la seule province à connaître une pareille baisse de population, elle a aussi connu une baisse grave du niveau des revenus. Le gouvernement a-t-il l'intention d'élargir le cadre ou de grossir le nombre des régions désignées de cette province, établies en vertu de la loi sur les subventions au développement régional?

M. l'Orateur: Ce genre de question devrait être inscrite au *Feuilleton* ou posée au moment de l'ajournement. Le ministre aimerait peut-être faire une déclaration à l'appel des motions sur ce sujet.

LES TRANSPORTS

LE NAVIRE HISTORIQUE «ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD»

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Étant donné la cravate qu'il porte, il devrait être un tory rouge, mais je suis sûr qu'il ne l'est pas. Ma question a trait au navire historique «Île du Prince-Édouard» dont les vestiges se trouvent dans deux musées, l'un à Ottawa et l'autre dans l'Île du Prince-Édouard. Le ministre envisagerait-il de laisser reposer ce vieux navire dans un seul musée, à un seul endroit que je pourrais proposer?

M. l'Orateur: C'est une question à débattre au moment de l'ajournement.

[L'hon. M. Marchand.]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'AÉRODROME DE WABUSH

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, une question au ministre des Transports. Comme les directeurs de Québecair ont déclaré au comité permanent des transports et des communications que les installations du ministère des Transports à Wabush, au Labrador, sont loin de permettre un atterrissage en toute sécurité de gros avions, et étant donné le tragique accident survenu récemment près de l'aéroport, le ministre va-t-il faire une déclaration bientôt sur cette question si urgente?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu les témoignages rendus au comité, mais je signale à la Chambre que selon M. Arnold Slangen, de Québecair, les médias d'information ont mal cité ses propos. C'est tout ce que j'en sais, mais j'ai demandé une transcription des témoignages. Sauf erreur, je dois comparaître devant le comité des transports demain matin, et j'y ferai volontiers une déclaration.

LA RADIOTÉLÉVISION

LA VENTE DE LA STATION CKLW

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aime bien prendre part à la dernière partie de la période des questions, même s'il ne me reste que tout juste assez de souffle pour poser la mienne. Je l'adresse aujourd'hui au secrétaire d'État. Compte tenu de la situation urgente créée par la vente de la station de télévision CKLW de Windsor, de l'américanisation de plus en plus grande des ondes canadiennes et de la concentration des moyens de communication au Canada, le ministre voudrait-il faire une déclaration, à l'appel des motions, pour nous dire ce que lui ou Radio-Canada compte faire à ce sujet?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État du Canada): Je suis tout disposé à considérer cette suggestion, monsieur le président.

LA RÉFORME JURIDIQUE

LA COMMISSION PERMANENTE

[Traduction]

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre de la Justice, au cas où il se sentirait isolé ou oublié. A-t-il institué la commission permanente de réforme juridique? Sinon, quand compte-t-il le faire?